

Accueil

Dans l'est de la France, le prototype du futur service civique européen

Explication À l'occasion des 35 ans d'Erasmus et de la présidence française du Conseil de l'UE, Emmanuel Macron veut promouvoir cette nouvelle formule de mobilité européenne. L'association Unis-Cité a servi de laboratoire au service civique européen, mais de nombreux obstacles persistent.

Jean-Baptiste François, le 21/01/2022 à 16:58

🗒 Lecture en 2 min.



Six mois en France, et six mois dans un autre État membre de l'Union européenne (UE), au service de la solidarité et de l'intérêt général. Le tout indemnisé, avec une couverture sociale. Voilà à quoi pourrait ressembler le nouveau pilier des mobilités européennes à côté du célèbre programme Erasmus. Au moment de détailler le programme de la présidence française du Conseil de l'UE (PFUE), le 9 décembre dernier à l'Élysée, Emmanuel Macron a appelé de ses vœux la création d'un service civique européen.

Dans le laboratoire du Grand Est

La formule, élaborée par l'association Unis-Cité en partenariat avec le

Le site La Croix est payant, nous vous offrons 3 articles gratuits pour découvrir nos contenus. Il vous reste 1 article.

œuvré dans une maison de retraite ou au domicile de personnes âgées, à faire du lien intergénérationnel, ou encore dans les écoles pour faire de la prévention contre les discriminations.

i Pourquoi lire La Croix ?

La Croix vous explique, avec lumière et clarté, le monde qui vous entoure, afin que vous puissiez bâtir votre opinion. **+**

À lire aussi

Dix ans après sa création, le service civique prend un nouvel élan



Pour Marie Trelu-Kane, présidente fondatrice d'Unis-Cité, ce modèle complète les possibilités existantes. *« Il s'agit d'une année de césure pour se rendre utile à la société à la fois au niveau local et européen qui n'oppose pas les sentiments d'appartenance. Le premier semestre est aussi un temps de préparation des jeunes moins favorisés qui ne sont parfois jamais sortis de leur région »*, argumente-t-elle.



Newsletter

L'édition de 19h.

L'essentiel de l'actualité du jour.

CHAQUE SOIR

i

Je m'inscris

« Une source de motivation incroyable »

Ceux qui l'ont testé ne tarissent pas d'éloges. *« Ce qui m'a plu, c'est de travailler dans une équipe multiculturelle mais surtout avec des personnes avec des histoires différentes »*, raconte Francesco, un Italien de 24 ans.

Anaïs, une Française de 21 ans, insiste également sur *« le partage, la rencontre avec de nouvelles personnes venant d'autres pays, et la découverte de nouvelles cultures, de nouvelles langues »*. Les

Le site La Croix est payant, nous vous offrons 3 articles gratuits pour découvrir nos contenus. Il vous reste 1 article.

Allemands.

À lire aussi

« Alma », un Erasmus au chevet des décrocheurs



Dans un manifeste remis mercredi 19 janvier au secrétaire d'État chargé des affaires européennes, Clément Beaune, un collectif d'une vingtaine d'organisations de jeunesse appellent à un effort de démocratisation. « *Partant des environ 5 % seulement de jeunes intégrés et bénéficiant réellement aujourd'hui de la "génération Erasmus"* », les

signataires défendent un service civique européen « *accessible à 100 % des jeunes d'Europe en offrant en particulier une chance unique de bénéficier aussi de la mobilité européenne, à ceux qui sont déscolarisés, sans emploi ou sans projet immédiat* ».

Plusieurs freins

De nombreux obstacles restent à lever pour que ce service civique européen devienne une réalité, alors qu'une classe d'âge représente 4,6 millions de jeunes. Tout d'abord, il faudrait que les 27 États membres aient leur propre service civique national comme base d'échange. Pour l'heure, la France peut s'appuyer sur des pays comme l'Allemagne ou l'Italie qui disposent elles-mêmes d'un solide dispositif. En revanche, celui-ci reste à créer en Grèce ou en Estonie, par exemple, où les autorités montrent des signes d'intérêt.

→ RELIRE. [Les volontaires du service civique dans l'Église se forment à l'écologie](#)

Il faudrait aussi que ce service dispose de moyens importants. Pour débiter, il s'appuierait en partie sur le budget du Corps européen de solidarité, lancé depuis fin 2018. Ce dernier, néanmoins, ne concerne aujourd'hui que 50 000 jeunes par an, dont 20 000 seulement qui profitent d'une expérience de plus de six mois.

En France, son budget est en baisse : 10 millions d'euros en 2021 et 8 millions en 2022. « *Les augmentations possibles sont plafonnées, nous demandons donc le maximum dès cette année, soit une hausse de 15 %* », défend Marie Trellu-Kane.

À découvrir Erasmus + voit son budget augmenter de 80 % pour se démocratiser

Le programme européen préféré des Français sera financé à hauteur de 23,4 milliards d'euros sur la > lire la suite



Erasmus

Europe

présidence de l'Union européenne

Union européenne

Dans ce dossier

Erasmus : tout savoir sur ce programme d'échange européen

« Alma », un Erasmus au chevet des décrocheurs



Il faut relancer la mobilité des jeunes en Europe



Après le Brexit, quel avenir pour Erasmus ?



Erasmus + voit son budget augmenter de 80 % pour se démocratiser



Voir plus d'articles

Les plus lus

À la une

Le site La Croix est payant, nous vous offrons 3 articles gratuits pour découvrir nos contenus. Il vous reste 1 article.